Document generated on 04/24/2024 8:21 p.m.

Cahiers de recherche sociologique

Esquisse d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la « société globale de l'information »

Maxime Ouellet

Number 47, January 2009

Dialogues théoriques sur la culture

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1004981ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1004981ar

See table of contents

Publisher(s)

Liber

ISSN

0831-1048 (print)
1923-5771 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Ouellet, M. (2009). Esquisse d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la « société globale de l'information ». *Cahiers de recherche sociologique*, (47), 91–108. https://doi.org/10.7202/1004981ar

Article abstract

This article aims at setting up the principal theoretical stakes of a cultural approach of international political economy. Combining certain elements of heterodox perspectives in political economy — historical sociology, critical geography, institutional economics — we reinterpret Marxian sociology in terms of a criticism of the imaginaries at the very foundation of capitalist modernity. In the first time, the dialectical interrelationship between the mode of production, production of subjectivity, and the modalities of power, will be analyzed to explain the symbolic embeddedness of the practices constitutive of capitalism. In the second time, we will see how the cultural approach of international political economy makes it possible to understand how current capitalism — the global information society described as a self-reproductive system — materializes in cultural practices and in specific social spaces which take part in its symbolic and material reproduction.

Copyright © Liber, 2009

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Maxime Ouellet

Esquisse d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la « société globale de l'information »[1]

Dans le *Manifeste du parti communiste*, Marx analysait la tendance inhérente au capitalisme à bouleverser constamment les rapports sociaux en recourant à la métaphore « tout ce qui est solidité s'en va en fumée ». En 1984, Apple met en vente son nouvel ordinateur personnel et reprend dans sa publicité la métaphore marxienne avec le slogan : « Il était temps qu'un capitaliste fasse une révolution. » L'ordinateur Macintosh apparaît aux côtés des œuvres d'auteurs révolutionnaires tels Engels, Mao, Trotski, Lénine de même que celle de Karl Marx, *Le Capital*. Ce slogan publicitaire, pour autant que soit prise au sérieux sa portée symbolique dans la constitution d'un imaginaire social lié à une « société globale de l'information », soulève certaines questions d'ordre général sur l'apport de la culture dans l'analyse de l'économie politique internationale et, plus spécifiquement, sur le rôle constitutif de l'imaginaire dans les transformations de l'économie mondiale[2]. La juxtaposition du *Capital* et d'un Macintosh illustre certaines transformations culturelles dans le capitalisme contemporain liées à

1. Je tiens à remercier Amélie Descheneau-Guay, qui m'a aidé à clarifier certains éléments théoriques et a effectué la révision de cet article.

2. L'étude des publicités s'avère pertinente pour comprendre la relation dialectique entre certains éléments sémiotiques et les pratiques économiques. Nous appréhendons la publicité en tant qu'artefact culturel dont le pouvoir ne repose pas tant sur sa capacité de manipuler les masses afin qu'elles consomment un certain type de produit, que sur sa capacité d'interpellation des sujets. L'analyse des publicités permet ainsi d'identifier les représentations imaginaires du capital et comment elles participent à sa reproduction symbolique et matérielle. Sur l'interpellation en sujet, voir L. Althusser, « Les appareils idéologiques d'État », dans *Positions, 1964-1975*, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 67-125.

l'introduction des technologies de l'information et de la communication. La valorisation de la communication, de la différence, de la transparence — par certaines analyses des *cultural studies* qui portent sur le rôle émancipateur et « révolutionnaire » de ces technologies —, participe à la constitution d'un imaginaire social qui légitime les transformations contemporaines du capitalisme. Autrement dit, les nouvelles technologies ne peuvent être introduites sans une transformation symbolique qui justifie a priori leur implantation. Une telle publicité soulève également des questions liées aux relations entre le pouvoir et la constitution des subjectivités dans le capitalisme contemporain. Cette transformation des modalités de pouvoir prend la forme d'un fétichisme technologique, qui objective la croyance selon laquelle la technologie remplace les relations sociales et renforce le pouvoir des individus face à l'État[3]. S'appuyant sur la présomption d'une « société globale de l'information », soutenue par une économie informationnelle ou immatérielle[4], ce fétichisme technologique est présent dans la plupart des analyses en économie politique internationale qui portent sur la mondialisation du capitalisme. L'économie mondiale financiarisée y est décrite comme un système automatisé, déconnecté de l'économie réelle et qui fonctionne de manière virtuelle dans le cyberespace.

Nous soutiendrons dans cet article que les transformations actuelles du capitalisme, qu'il est possible de regrouper sous le concept de « société globale de l'information », peuvent être appréhendées comme l'émergence d'un nouvel imaginaire économique fondé sur le paradigme de la communication cybernétique. Le concept d'imaginaire est ici invoqué pour expliquer comment certaines mutations symboliques du capitalisme contribuent à la transformation des pratiques sociales constitutives du régime d'accumulation financiarisé[5].

Pour développer notre argumentation, nous mettrons en place les principaux jalons théoriques d'une approche culturelle de l'économie politique internationale. L'économie politique culturelle poursuit la réflexion sur le rapport entre l'économie et la culture entreprise dans le monde universitaire anglo-saxon à la suite du « tournant culturel ». Dans le cadre des débats sur le rôle de la culture dans l'économie, certains avancent que les transformations contemporaines du capitalisme se caractérisent par une « culturalisation » de l'économie[6]. L'émergence d'une culture de la consommation soutenue par les industries culturelles et d'une culture

3. S. Zizek, « Fétichisme et subjectivation interpassive », *Actuel Marx*, nº 34, 2003, p. 99-109.

4. Sur l'économie informationnelle, voir M. Castells, *L'ère de l'information*, vol. I, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001 ; sur l'économie immatérielle, voir M. Hardt et A. Negri, *Empire*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

5. Sur le régime d'accumulation à dominante financière, voir M. Aglietta, « Le capitalisme de demain », *Notes de la Fondation Saint-Simon*, nº 101, 1998 et R. Boyer, « Is a finance-led regime a viable alternative to fordism ? A preliminary analysis », *Economy and Society*, vol. 29, nº 1, 2000, p. 111-145.

6. S. Lash et J. Urry, *Economies of Sign and Space*, Londres, Sage, 1994.

d'entreprise produite par les nouvelles théories managériales estomperait la différenciation moderne entre la culture et l'économie. Ces approches proposent une définition plutôt restreinte de la culture, comprise comme une « création de l'esprit ». Une telle définition de la culture en économie politique critique procède d'un certain déterminisme qui lie le mode de production à certains types de créations culturelles. Les travaux de Fredric Jameson et de David Harvey, qui associent le régime d'accumulation postfordiste avec l'esthétisme postmoderne, s'inscrivent dans ce courant[7].

L'approche anglo-saxonne d'« économie culturelle[8] » propose une définition plus substantielle de la culture. Inspirés par les travaux de Michel Callon, certains auteurs en économie culturelle analysent le caractère performatif des modèles théoriques développés par les économistes[9]. Selon cette perspective, les théories économiques consistent en des abstractions réelles en ce qu'elles induisent des rationalités particulières qui se matérialisent dans la pratique des acteurs économiques. Si l'approche de l'économie culturelle examine le rôle constitutif de la culture dans l'économie, elle néglige toutefois d'analyser les relations de pouvoir et de domination dans la sphère économique et culturelle. Plusieurs travaux en économie culturelle reposent en effet sur une épistémologie constructiviste radicale d'inspiration deleuzienne et décrivent la réalité économique comme un assemblage contingent d'entités mixtes formées par des humains et des technologies. Ces sujets hybrides seraient animés par une volonté de puissance nietzschéenne qui permettrait l'excroissance infinie de réseaux sociotechniques d'innovation. Cette perspective de l'« acteur-réseau » possède des similitudes ontologiques et épistémologiques avec le courant économique néolibéral dominant, à savoir l'antiuniversalisme, l'antifondationnalisme et l'antiessentialisme antihumaniste[10]. Ces analyses occultent la spécificité historique du capitalisme, dans lequel les pratiques d'accumulation de la valeur forment une structure de domination dépersonnalisée qui cadre le champ de possibilités des acteurs, sans toutefois le déterminer complètement[11].

---

7. F. Jameson, *Postmodernism, or The Cultural Logic of Late Capitalism*, Durham, Duke University Press, 1991; D. Harvey, *The Condition of Postmodernity*, Cambridge, Basil Blackwell, 1989.

8. P. du Gay et M. Pryke (dir.), *Cultural Economy*, Londres, Sage, 2002; L. Ray et A. Sayer (dir.), *Culture and Economy : After the Cultural Turn*, Londres, Sage, 1999; A. Amin et N. Thrift (dir.), *The Blackwell Cultural Economy Reader*, Oxford, Blackwell, 2004.

9. M. Callon, *The Laws of the Market*, Oxford, Blackwell, 1998; J. G. Carrier et D. Miller (dir.), *Virtualism : A New Political Economy*, New York, Berg, 1998; D. MacKenzie, *An Engine not a Camera : How Financial Models Shape Markets*, Cambridge, MIT Press, 2006.

10. À ce sujet, voir F. Vanderberghe, « Posthumanism, or the cultural logic of global neo-capitalism », *Société*, nos 24-25, hiver 2004, p. 55-132.

11. B. Jessop, « Cultural political economy, the knowledge-based economy and the state », dans A. Barry et D. Slater (dir.), *The Technological Economy*, New York, Routledge, 2005, p. 142-164.

L'approche culturelle de l'économie politique adoptée dans cet article propose une définition de la culture qui se situe à mi-chemin entre les deux interprétations décrites plus haut. En s'appuyant sur le concept d'imaginaire développé par Cornelius Castoriadis[12], nous verrons dans un premier temps comment la critique marxienne de l'économie politique peut être réinterprétée dans les termes d'une critique culturelle de l'imaginaire constitutif de la modernité capitaliste. L'approche castoriadienne permet de comprendre le rôle constitutif de la culture dans l'économie en analysant « les procédures instituées moyennant lesquelles l'être humain, au cours de sa fabrication sociale comme individu, est conduit à reconnaître et à investir positivement les valeurs de la société[13] ». Nous montrerons en quoi la critique de l'économie politique comprise en termes d'imaginaire peut expliquer l'articulation dialectique entre le mode de production, la production de subjectivité et les différentes modalités de pouvoir. Nous examinerons enfin comment l'imaginaire du « nouveau » capitalisme réarticule les modalités de pouvoir à l'intérieur de l'économie mondiale, principalement en produisant un type de sujet encastré dans des espaces sociaux spécifiques. Cette production d'une subjectivité compatible avec le régime d'accumulation financiarisé est au cœur des transformations contemporaines du capitalisme. Nous soutenons que l'approche culturelle de l'économie politique bonifie le cadre théorique de l'économie politique critique qui analyse les rapports de pouvoir constitutifs des structures historiques de l'économie mondiale[14]. L'approche culturelle de l'économie politique permet de comprendre comment le capitalisme financiarisé — décrit comme systémique et autoreproducteur — se matérialise dans des pratiques culturelles et dans des espaces sociaux spécifiques qui participent à sa reproduction symbolique et matérielle.

Le rôle de l'imaginaire dans l'économique : l'analyse marxienne comme critique culturelle du capitalisme

En vue de montrer la pertinence d'une approche culturelle de l'économie politique, il convient d'identifier les principaux éléments de la critique de l'économie politique développée par Marx. Cet exercice est nécessaire car la plupart des auteurs issus de la tradition critique de l'économie politique, qu'ils soient marxistes ou non, se situent théoriquement par rapport à la synthèse de Marx. Notre lecture ne vise pas à rendre compte de l'ensemble de la pensée de Marx ni de ses multiples interprétations, mais plutôt à expliciter certains éléments qui permettent d'approfondir l'approche culturelle de l'économie politique.

12. C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975.

13. C. Castoriadis, « Transformations sociales et création culturelle », *Sociologie et sociétés*, vol. 11, nº 1, avril 1979, p. 35.

14. R. W. Cox, « Social forces, states and world orders : beyond international relations theory », dans R. W. Cox et T. J. Sinclair (dir.), *Approaches to World Order*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 85-123.

Nous accordons un rôle constitutif à la culture, comprise comme l'ensemble des médiations symboliques fondées sur un imaginaire qui structure les rapports sociaux et économiques. Selon Castoriadis, l'imaginaire consiste en « quelque chose d'inventé », une projection qui se sépare du réel mais qui n'en est pas moins plus réelle que le réel. L'imaginaire est instituant en ce qu'il permet de se donner une image, sous la forme d'une représentation, de quelque chose qui n'existe pas. En d'autres termes, l'imaginaire pose la capacité élémentaire et irréductible d'évoquer une image. Il est une manifestation de la liberté et de la capacité créatrice humaine d'inventer de nouvelles formes sociales. Sur le plan ontologique, l'imaginaire exprime le caractère indéterminé et contingent, donc nécessairement politique, de toute institution sociale. Castoriadis rejette toute explication fonctionnaliste ou rationaliste en soutenant que les institutions sociales n'existent que dans un acte imaginaire de création. Cet acte de création exprime le caractère proprement contingent de l'ontologie du social.

Imperceptible en soi, l'imaginaire est indissociable du symbolique ; il en a besoin non seulement pour exister, dira Castoriadis, mais également pour passer du statut de virtuel à quoi que ce soit de plus réel. La société est un système de sens médié par un ensemble de relations symboliques qui reposent sur un horizon de significations imaginaires constitutives d'une culture. L'imaginaire organise les catégories et les cadres conceptuels de ce qui peut être imaginé (les limites du possible); il s'agit de l'instance apriorique qui fournit le sens primaire à toutes les opérations possibles d'une culture. La culture s'exprime sous la forme de valeurs, d'idées, de savoirs et d'idéologies qui, lorsque intériorisés par les sujets, participent à la reproduction des institutions sociales et économiques. L'imaginaire institue a priori la manière dont une société construit sa propre existence, son rapport au monde de même que leurs relations réciproques. En tant qu'ensemble structuré des médiations symboliques d'une société donnée, la culture joue un rôle constitutif non seulement dans la structuration des rapports sociaux en général, mais également dans la structuration des rapports économiques en particulier, qui sont des rapports proprement sociaux. Comme le soutient Castoriadis, « aucune société ne peut exister si elle n'organise pas la production de sa vie matérielle et sa reproduction en tant que société. Mais ni l'une ni l'autre de ces organisations ne sont et ne peuvent être dictées inéluctablement par des lois naturelles ou par des considérations rationnelles [...] L'économie au sens le plus large (de la production à la consommation) passe pour l'expression par excellence de la rationalité du capitalisme et des sociétés modernes. Mais c'est l'économie qui exhibe de la façon la plus frappante, précisément parce qu'elle se prétend intégralement exhaustivement rationnelle, la domination de l'imaginaire à tous les niveaux[15]. »

Deux concepts développés par Marx permettent d'étudier le rôle qu'il accorde à l'imaginaire dans la constitution de l'économie politique : l'aliénation du travail et le fétichisme de la marchandise. Le concept d'aliénation

15. C. Castoriadis, *op. cit.*, p. 219 et 236.

avancé par le jeune Marx permet de constater que la relation sociale propre au capitalisme ne peut se comprendre en dehors de sa fonction symbolique. En s'appuyant sur Castoriadis, il est possible de définir l'aliénation comme l'autonomisation et la domination des moments imaginaires dans l'institution, « qui entraînent l'autonomisation et la domination de l'institution relativement à la société[16] ». Dans un contexte d'aliénation, la société ne reconnaît plus l'imaginaire et son institutionnalisation comme son propre produit. En introduisant le concept de fétichisme, Marx reconnaît également le rôle central de l'imaginaire dans l'économique, particulièrement lorsqu'il évoque que la marchandise recèle une foule de « subtilités métaphysiques et d'arguties théologiques[17] », au point où les rapports entre les gens apparaissent comme des rapports entre des choses. Le fétichisme n'est pas une idéologie au sens du marxisme traditionnel, à savoir une fausse conscience qui masque les rapports réels de production. Il est plutôt la manifestation symbolique des rapports sociaux qui s'exprime sous la forme d'un rapport entre des marchandises. Le marxisme orthodoxe a toutefois relégué le pouvoir symbolique de cette abstraction au second plan de l'analyse, en lui attribuant un simple rôle fonctionnel par rapport à l'économique. La démarche orthodoxe ne reconnaît pas que l'imaginaire est un produit de la société, qui produit également la société. En réduisant la dimension culturelle du mode de production capitaliste à une simple détermination par rapport à la production matérielle (le rapport infrastructure/superstructure), le marxisme a négligé que le symbolique est aussi matériel que la matérialité des rapports de production. La dimension symbolique joue pourtant un rôle constitutif et structurant dans la société, laquelle peut alors être comprise en tant que totalité à la fois symbolique et matérielle. En somme, c'est de l'imaginaire que proviennent les abstractions au fondement même de l'objectivation des rapports sociaux dans les sociétés capitalistes.

Une historicisation des concepts économiques est nécessaire pour saisir la pensée de Marx en tant que critique culturelle de l'imaginaire propre à l'économie politique classique. Selon Marx, le principal problème théorique des économistes classiques (Smith, Ricardo) réside dans leur manière transhistorique de poser les catégories économiques centrales (la marchandise, la valeur et le travail) comme si ces concepts étaient applicables à l'ensemble des sociétés à travers l'histoire[18]. Marx soutient au contraire qu'il existe différentes formations sociales qui correspondent à des structures historiques particulières, lesquelles sont les résultats d'un rapport de domination spécifique. Suivant Marx, il est possible de soutenir que le travail abstrait, compris comme substance de la valeur, ne peut se concevoir sans référence au caractère proprement culturel du travail dans un contexte social et historique donné. La valeur représente le rôle symbolique du

16. *Ibid.*, p. 198.

17. K. Marx, *Le Capital : critique de l'économie politique* (1857), t. I (sections I, II et III), Paris, Éditions sociales, 1969, p. 84.

18. K. Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique : ébauche de 1857-1858*, Paris, Anthropos, 1972.

travail en tant que forme objectivée de médiation sociale spécifique aux sociétés capitalistes[19]. Ce type de médiation sociale était inintelligible dans les sociétés antérieures; le sujet ne pouvait être imaginé comme une chose mesurable en temps de travail et transformable en force productive, c'est-à-dire dans sa forme réifiée. L'analyse de ce type de médiation doit donc tenir compte du moment historique dans lequel cette nouvelle mise en sens a été construite, en tant que mode central de l'ordre symbolique[20].

Mode de production et mode de subjectivation

Parce qu'elle considère le rôle constitutif des imaginaires dans la structuration des rapports sociaux, notre analyse accorde une importance particulière à la formation des subjectivités dans le mode de production. L'imaginaire est effectif en se matérialisant, contrairement à ce que prétendent certaines analyses postmodernistes qui dissolvent l'objectivation des relations sociales capitalistes dans la contingence du langage[21]. Cet imaginaire s'ancre dans des pratiques individuelles et collectives objectivées, qui forment l'ensemble des médiations symboliques propres à chaque culture. En ce sens, la culture contribue à la fois à la production et à la reproduction des subjectivités à l'intérieur d'une formation sociale donnée. La subjectivité entretient donc un rapport dialectique avec l'imaginaire social et économique. Castoriadis précise leur influence réciproque: « Il serait finalement moins faux de dire que l'*homo œconomicus* est un produit de la culture capitaliste que de dire que la culture capitaliste est une création de l'*homo œconomicus*. Mais il ne faut dire ni l'un ni l'autre. Il y a chaque fois homologie et correspondance profonde entre la structure de la personnalité et le contenu de la culture, et il n'y a pas de sens prédéterminé l'une par l'autre[22]. »

L'analyse marxiste en général, à quelques exceptions près[23], a peu étudié la constitution des subjectivités dans le capitalisme, reléguant cette

19. Dans le premier livre du *Capital*, Marx distingue deux formes particulières de travail: le travail abstrait et le travail concret. Le travail concret correspond à l'activité de transformation de la nature par l'homme. Le travail abstrait fait référence à son rôle de médiatisation sociale spécifique aux sociétés capitalistes. Il médiatise une nouvelle forme d'interdépendance sociale qui remplace les formes directes de médiation (les normes, la culture) imposées dans les sociétés antérieures. Le travail abstrait consiste ainsi en une relation sociale médiée sous la forme de la marchandise. À ce sujet, voir M. Postone, *Time, Labor, and Social Domination: A Reinterpretation of Marx's Critical Theory*, New York, Cambridge University Press, 1993.

20. C. Castoriadis, « Valeur, égalité, justice, politique: de Marx à Aristote et d'Aristote à nous », *Les carrefours du labyrinthe*, Paris, Seuil, 1978.

21. J.-F. Bayart, « L'invention paradoxale de la modernité économique », dans J.-F. Bayart (dir.), *La réinvention du capitalisme*, Paris, Karthala, 1995, p. 20-21.

22. C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 141.

23. Notamment l'école de Francfort (Adorno, Horkheimer, Marcuse), ainsi que les premiers travaux en *cultural studies* de Edward P. Thompson et Raymond Williams poursuivis par l'école de Birmingham de Stuart Hall.

dimension au second plan pour se concentrer sur les rapports de production strictement matériels. Les formes de conscience humaine dans une formation sociale donnée ont plutôt été l'objet des analyses poststructuralistes. Foucault porte une attention particulière à l'articulation entre les divers régimes de pouvoir et les types spécifiques de subjectivité qui leur correspondent. Bien que l'analyse foucaldienne cherche à se démarquer épistémologiquement de celle de Marx, leurs travaux sont relativement complémentaires[24]. Comme l'observe Foucault dans *Surveiller et punir*, les procédés analysés par Marx pour expliquer le décollage économique nécessaire à l'accumulation du capital sont indissociables des transformations des formes de domination spécifiques au capitalisme[25]. L'économie politique du pouvoir de Foucault vise à montrer que l'accumulation du capital ne peut s'effectuer sans l'accumulation d'une certaine forme de vie humaine, laquelle est le résultat de procédures de plus en plus abstraites et rationalisées de domination qui permettent d'assurer l'efficience du processus de valorisation capitaliste[26].

La spécificité du capitalisme réside dans le rôle structurant des formes dépersonnalisées de domination, incarnées dans des abstractions objectivantes comme le travail, la valeur et la marchandise. Dans le capitalisme, ces formes de domination abstraites se substituent aux médiations sociales directes qui structuraient les rapports sociaux antérieurs[27]. En plus de ce caractère abstrait, le pouvoir possède une dimension matérielle parce qu'il s'inscrit dans les pratiques des sujets. Comme Marx l'a déjà souligné, les sujets font l'histoire sur la base de conditions antérieures qui ne relèvent pas de leur intentionnalité[28]. La subjectivité résulte d'une fabrication sociale et du procès de socialisation, qui prend la forme d'une individualisation tributaire de la normalisation propre aux divers «dressages» produits par les techniques de pouvoir. Le sujet émerge donc d'un complexe social-historique propre à des constructions imaginaires; il est assujetti à des normes héritées qu'il n'a pas créées.

Le cadre théorique de l'économie politique culturelle accorde un rôle constitutif à l'imaginaire dans la structuration des rapports sociaux propres à

24. Sur les rapprochements entre Marx et Foucault, voir la revue *Actuel Marx*, nº 36, «Marx et Foucault», 2001; N. Poulantzas, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Paris, PUF, 1978; J. Read, *The Micro-Politics of Capital: Marx and the Prehistory of the Present*, Albany, State University of New York Press, 2003.

25. M. Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, p. 257.

26. L'approche foucaldienne possède toutefois certaines limites théoriques. En présentant le sujet à la fois comme une cause et un effet du pouvoir qui est pris dans une sorte de matrice circulaire, Foucault offre peu de possibilités d'émancipation. Plus précisément, il néglige la dimension dialectique du pouvoir selon laquelle le sujet est par définition en excès sur sa propre cause, et qu'il peut par conséquent provoquer la chute du système dans lequel il est enchâssé.

27. M. Postone, *Marx est-il devenu muet face à la mondialisation?*, Paris, Aube, 2003, p. 36.

28. K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1851),Paris, Éditions sociales, 1963.

la modernité capitaliste. Il vise à appréhender les transformations économiques actuelles — qualifiées de «société globale de l'information» et décrites en termes de globalisation, de financiarisation et d'informatisation — en tenant compte de l'émergence d'un nouvel imaginaire économique. Dans la section qui suit, nous analyserons la constitution d'un nouvel imaginaire économique fondé sur le paradigme de la communication cybernétique. Cet imaginaire poursuit la logique de dépersonnalisation du pouvoir propre au capitalisme en même temps que constitutive de nouvelles formes de pratiques culturelles et de subjectivités enchâssées dans des espaces sociaux spécifiques.

Vers une approche culturelle de l'économie politique internationale de la société globale de l'information

Les travaux en économie politique critique associent généralement les transformations économiques mondiales contemporaines au triomphe de l'idéologie néolibérale dans les années 1970-1980. Selon les auteurs néo-gramsciens, les «concepts de contrôle» néolibéraux — monétarisme, déréglementation, libre-échange, etc. —, élaborés par des *think tank* comme la société du Mont-Pèlerin, auraient atteint un statut hégémonique à la suite de leur diffusion auprès des élites transnationales réunies à la Commission trilatérale[29]. Si l'économie politique critique analyse la formation de structures hégémoniques à l'échelle mondiale, elle n'explique pas comment elles se construisent. Plus précisément, ces travaux négligent la transformation de l'imaginaire économique provoquée par l'introduction des principes cybernétiques dans le fonctionnement des marchés. De plus, ils omettent d'analyser la matérialisation de cet imaginaire dans certaines pratiques économiques et culturelles constitutives de ce que plusieurs nomment la «société globale de l'information».

Dans les années 1960 et 1970, certains développements théoriques issus de l'étude scientifique de la finance ont contribué à transformer la pratique financière en fonction du paradigme de la communication cybernétique. Un des développements théoriques majeurs dans le domaine de la finance moderne est l'élaboration de la théorie des marchés efficients. Élaborée dans les années 1970 par Eugène Fama, elle postule que le prix des actions reflète la connaissance collective des marchés au sujet des performances futures d'une entreprise[30]. La théorie des marchés efficients s'appuie entre autres sur les travaux de Friedrich Hayek qui visaient une transformation épistémologique de l'objet de l'analyse économique. Dès les années 1940, Hayek soutient que le problème économique fondamental

29. K. Van Der Pijl, *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Londres, Verso, 1984; S. Gill, *American Hegemony and the Trilateral Commission*, New York, Cambridge University Press, 1990.

30. P. Bernstein, *Des idées capitales: les origines improbables du Wall Street moderne*, Paris, PUF, 2000.

n'est pas tant la réallocation des ressources rares de façon optimale que la question de l'utilisation du savoir ou des informations[31]. Il rejette la conception classique du marché conçu comme un lieu d'informations parfaites qui permet d'atteindre un équilibre de type homéostatique. Selon lui, le marché est un mécanisme de communication qui prend la forme d'une boucle de rétroaction et permet aux divers entrepreneurs individuels — l'idéal-type de la subjectivité néolibérale[32] — d'ajuster leurs comportements en fonction des informations transmises par leur environnement. Il est impossible pour une autorité centralisée, ou toute forme de planification économique, de tenir compte de l'ensemble des informations détenues par les entrepreneurs individuels afin d'allouer efficacement les ressources. Le capitalisme devient ainsi cybernétique en ce que le marché vise à réduire les «bruits» qui empêchent le système des prix — compris ici comme un mécanisme de communication de l'information — de fonctionner efficacement.

La re-conceptualisation du capitalisme en termes de mécanisme cybernétique de transmission de l'information peut être envisagée comme une abstraction qui ontologise un ensemble de subjectivités et de pratiques particulières. L'imaginaire du capitalisme cybernétique se matérialisera lors de l'introduction de la technologie et des principes «scientifiques» dans le domaine financier. Les raffinements théoriques issus de la théorie des marchés efficients ont permis de calculer la valeur des produits dérivés (options, contrats à terme et conventions d'échange) aux fondements du régime d'accumulation financiarisé. Ces produits dérivés ont été créés à partir d'un modèle mathématique, le modèle Black-Scholes, dont les calculs complexes n'auraient pas été possibles sans l'utilisation d'ordinateurs puissants qui analysent un nombre abyssal de données[33]. Le marché des produits dérivés est apparu à la bourse de Chicago en 1973, en même temps que les politiques de déréglementation des taux de change. De l'aveu même de ses praticiens, la théorie des marchés efficients possède une force performative en ce qu'elle a non seulement transformé la pratique de la finance, mais a aussi «ouvert la voie» à la libéralisation du secteur financier et des autres domaines de l'activité économique[34]. L'application de la théorie cybernétique au domaine financier a ainsi légitimé et dépolitisé la pratique de la spéculation financière en lui attribuant un caractère scientifique[35].

31. F. Hayek, «The use of knowledge in societies», *American Economic Review*, vol. 35, nº 4, septembre 1945, p. 519-530.

32. Sur la conception du sujet comme entrepreneur de lui-même, voir G. Becker, *The Economic Approach to Human Behavior*, Chicago, University of Chicago Press, 1976.

33. D. MacKenzie, *op. cit.*

34. J. M. Sters et D. H. Chew Jr. (dir.), *The Revolution in Corporate Finance*, Maleden, Blackwell, 2003.

35. La théorie cybernétique a été introduite dans le domaine financier à travers le développement du modèle d'investissement de Jeff Felsen en 1975. La théorie d'investissement cybernétique est l'une des plus populaires aux côtés du

On ne peut comprendre cette transformation de l'imaginaire économique qu'en analysant les rapports entre les forces sociales dans le contexte économico-politique de la crise du mode de régulation fordiste et de l'ordre mondial qui lui est associé[36]. La transformation de la philosophie politico-économique du domaine financier constitue une victoire des banquiers et de leurs supporteurs néolibéraux face à la coalition keynésienne en faveur du *New Deal* aux États-Unis[37]. La restructuration cybernétique du capitalisme s'est d'abord opérée sous l'impulsion des banques qui ont transnationalisé leurs activités grâce aux réseaux informatiques. Elles seront suivies un peu plus tard par les sociétés transnationales, dont les activités reposeront de plus en plus sur l'échange d'informations numérisées[38]. Les firmes de télécommunication et d'informatique (IBM, AT&T, Ericsson, Le Groupe Dassault, British Telecom, etc.) considéreront le secteur financier comme une source de croissance des technologies de l'information. L'importance grandissante de la télématique dans les activités bancaires et financières confirme, d'une part, la convergence d'intérêts entre ces deux secteurs et, d'autre part, que l'information est devenue une marchandise essentielle au secteur financier[39]. Cette convergence d'intérêts s'explique par le fait que les technologies de l'information et de la communication n'auraient pu se développer sans le financement des grandes banques, et que les innovations financières auraient été impossibles sans l'utilisation des logiciels informatiques et des nouvelles technologies en réseaux[40]. À titre d'illustration, des ententes entre Merrill Lynch et IBM permettront la création du service Imnet, AT&T se joindra à Quotron, et Citicorp offrira ses services avec l'aide de l'agence Reuters. Dès 1973, soit deux ans après la déréglementation des taux de change, le réseau de transaction interbancaire SWIFT (Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunications) est créé. Il offre aux banques membres et à certains autres clients (principalement des firmes multinationales) des

modèle des marchés efficients et des modèles issus de la théorie béhavioriste. La théorie cybernétique possède un pouvoir performatif en ce qu'elle s'est matérialisée dans les pratiques concrètes d'investissement. Robert Shiller, un des principaux théoriciens de la finance béhavioriste, propose de démocratiser la finance par les technologies de l'information et de la communication et la théorie cybernétique. Selon lui, les clients de Wall Street jouissent de bénéfices qui devraient être étendus aux clients de Wal-Mart (R. Shiller, *The New Financial Order: Risk in the 21st Century*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2003, p. 1).

36. Comme le souligne Cox, «Le fordisme était, en plus d'une forme de société et d'État, la constituante d'un ordre mondial» (R. W. Cox, «Dialectique de l'économie en fin de siècle», *Études internationales*, décembre 1990, p. 696).

37. E. Helleiner, *States and the Reemergence of Global Finance: From Bretton Woods to the 1990s*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.

38. D. Schiller, *Digital Capitalism: Networking the Global Market System*, Cambridge, The MIT Press, 1999.

39. C. J. Hamelink, *Finance and Information: A Study of Converging Interest*, Norwood, Ablex Publishing Corporation, 1983.

40. D. Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Paris, La Découverte, 2003, p. 33.

services de télécommunication privés qui sont raccordés aux réseaux publics nationaux. L'agence Reuters introduit la même année son premier système d'échange de monnaie électronique nommé Monitor. Reuters a rapidement réalisé qu'avec la déréglementation des taux de change, les investisseurs auraient besoin d'obtenir des informations financières instantanées. Dès son implantation, Monitor transforme radicalement l'un des aspects du fonctionnement des échanges boursiers en permettant aux investisseurs d'entrer en relation directe et d'obtenir des informations en temps réel sur le prix des monnaies à travers le monde[41]. Ces réseaux privés qui utilisent les ressources publiques ont fortement contribué à la construction imaginaire d'un espace virtuel, dans lequel les flux de capitaux privés dématérialisés seraient hors de la portée et du contrôle de l'État, bien qu'ils aient été créés avec son aval[42].

En tenant compte de cette transformation de l'imaginaire du capitalisme, nous soutenons que la re-financiarisation de l'économie depuis la chute des accords de Bretton Woods, assimilée par plusieurs à l'émergence d'une «société globale de l'information», n'implique pas un retrait de l'État face au marché, comme le croit Strange, mais plutôt une restructuration politique des rapports de pouvoir à l'intérieur de la société, en fonction du principe cybernétique de contrôle, comme l'avance Lemke[43]. Cette restructuration (à l'échelle nationale et globale) correspond à l'institution imaginaire d'un type de société, d'économie et de sujet produit politiquement par la valorisation d'une rationalité cybernétique[44]. Elle sous-tend également une réarticulation entre le mode de production, le mode de subjectivation et les modalités de pouvoir.

L'imaginaire de la globalisation financière et les nouvelles formes de subjectivité

Selon Mattelart, la déréglementation «a projeté la finance dans les bras de la communication. Et la communication dans les bras de la finance»[45]. Aux

41. À ce sujet, voir A. Hamilton, *The Financial Revolution*, Middlesex, Penguin Books, 1986, et J. Kurtzman, *The Death of Money*, New York, Little, Brown and Company, 1993.

42. R. Palan, *The Offshore World. Sovereign Markets, Virtual Places, and Nomad Millionaires*, Ithaca, Cornell University Press, 2003.

43. S. Strange, *The Retreat of the State: The Diffusion of Power in the World Economy*, New York, Cambridge University Press, 1996; T. Lemke, «Marx sans guillemets: Foucault, la gouvernementalité et la critique du néolibéralisme», *Actuel Marx*, nº 36, «Marx et Foucault», 2004, p. 13-26.

44. La cybernétique, définie comme la science du contrôle et de la communication, découle d'ailleurs du mot grec *kubernetes*, qui signifie «pilote» ou «gouvernail». La cybernétique possède la même étymologie que gouvernement: «l'art de gérer et de conduire des systèmes de très haute complexité» (N. Wiener, *Cybernetics; or, Control and Communication in the Animal and the Machine*, New York, MIT Press, 1961).

45. A. Mattelart, *L'internationale publicitaire*, Paris, La Découverte, 1989, p. 112.

fondements du mouvement de globalisation, la rationalité cybernétique et la rationalité de la valeur financière structurent les relations sociales en fonction du nouvel imaginaire économique. Celui-ci s'institutionnalise dans la convergence symbolique, technologique et réglementaire entre le secteur des communications et celui de la finance. La production, le traitement et la diffusion de l'information constituent les principales activités des deux secteurs. Les grandes banques internationales et les entreprises de télématique ont rapidement saisi l'intérêt de cette nouvelle marchandise informationnelle. En 1984, Walter Wriston, le président de Citicorp, une des premières banques à se lancer dans l'informatisation de ses activités, déclarait que la technologie « a créé un nouveau système financier mondial fondé sur un flux incroyablement rapide d'informations évoluant autour du monde. J'avancerais, poursuivait-il, qu'on peut nommer étalon-information la norme qui a remplacé l'étalon-or, et même le système inventé à Bretton Woods [...]. À la place de ces systèmes basés sur des règles établies par les gouvernements, les technologies de la communication permettent maintenant à l'argent de se déplacer n'importe où autour du globe et de répondre aux dernières informations et désinformations. Les gouvernements ne peuvent plus s'échapper en dévaluant leur monnaie ou en contrôlant les flux de capitaux. Il existe maintenant un nouvel ordre, un marché global pour les idées, l'argent, les biens et services, qui ne connaît aucune frontière[46]. »

Le capitalisme globalisé et financiarisé se manifeste ainsi comme une structure abstraite de domination qui prend la forme d'un système auto-référentiel en mesure de s'autovaloriser, et qui apparaît hors du contrôle humain. Cet imaginaire de la globalisation financière, dont la bourse constitue la manifestation la plus concrète, est la forme objectivée du rapport social médié par le travail abstrait propre au capitalisme. L'objectivation découle d'un double fétichisme, celui de l'argent et de la technologie, qui ne se réduisent pas à des illusions masquées par l'idéologie dominante ; ils produisent des effets dans le réel.

Dans ce contexte de « transparence communicationnelle », les élites politico-économiques perçoivent le rôle de l'État dans la régulation financière comme un facteur d'opacité et de « bruits » qui empêche le processus de rétroaction communicationnel des marchés de fonctionner efficacement. Ce nouvel imaginaire économique a nourri un discours selon lequel les marchés ont désormais la possibilité de « voter » en retirant leurs investissements des États dont ils jugent les politiques budgétaires irresponsables. Cette perspective redéfinit ainsi l'évasion fiscale, considérée par Keynes comme un comportement antidémocratique, comme la liberté d'échapper aux contraintes posées par des gouvernements irresponsables[47]. Une convergence entre le capitalisme et la démocratie s'est ainsi opérée,

46. Cité dans A. Hamilton, *op. cit.*, p. 30.

47. J. Best, *The Limits of Transparency : Ambiguity and the History of International Finance*, Ithaca, Cornell University Press, 2005, p. 122.

travestissant du même coup le sens des deux concepts. Selon W. Spark, vice-président de Citibank, les informations numériques et financières circulent désormais à travers un seul et même canal et « les efforts pour restreindre les flux de capitaux devront inévitablement mener à des restrictions imposées aux flux d'informations et vice versa[48] ».

Cette cybernétisation du capitalisme s'inscrit dans le nouvel imaginaire économique, qui est également enchâssé dans certaines pratiques culturelles. Celles-ci légitiment à leur tour les transformations technico-économiques et cybernétiques du capitalisme. Cette légitimation ne peut se réduire à une seule idéologie dominante diffusée par une classe capitaliste transnationale[49]. L'idéologie ne reflète jamais complètement les intérêts de la classe dominante[50]. Pour se matérialiser, elle incorpore une série d'éléments dans lesquels les sujets reconnaissent leurs aspirations authentiques[51]. C'est principalement par sa capacité d'instrumentalisation et de neutralisation des critiques adressées à l'ordre social que l'idéologie assure sa fonction de légitimation. À titre d'illustration, la critique d'une vision centralisatrice du pouvoir se retrouve tant dans la théorie néolibérale que chez les mouvements contre-culturels issus de la nouvelle gauche[52]. Dans la foulée des thèses de Hayek, la pensée néolibérale a alimenté une critique acerbe des dérives du collectivisme, qui mèneraient inévitablement les sociétés vers le « chemin de la servitude[53] ». Selon les néolibéraux et selon les mouvements contre-culturels d'inspiration deleuzienne, le contrôle de l'information exercé par une entité monopoliste (l'État) conduirait les sociétés vers le totalitarisme. Incarné par la figure emblématique de Big Brother, le spectre du totalitarisme serait éliminé par les technologies de l'information et de la communication[54] : « Ce que l'on a observé, c'est que

48. Cité dans C. J. Hamelink, *op. cit.*, p. 95.

49. Sur le lien entre la montée d'une classe capitaliste transnationale et la diffusion d'une idéologie de la consommation, voir L. Sklair, *Sociology of the Global System*, Hertfordshire, Harvester Wheatsheaf, 1991.

50. Précisons que l'imaginaire et l'idéologie se situent à des niveaux d'abstraction différents. Alors que le premier se situe au niveau ontologique par sa dimension constitutive de l'institution du social, la deuxième consiste en un régime particulier de l'imaginaire. Autrement formulé, l'imaginaire est imperceptible en soi alors que l'idéologie est sa forme phénoménale.

51. S. Zizek, *Le sujet qui fâche*, Paris, Flammarion, 2007, p. 246-247.

52. Sur la convergence entre l'anti-étatisme de la nouvelle gauche et de la nouvelle droite et sa synthèse dans la technoculture capitaliste contemporaine, voir J.-L. Boltanski et È. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999 ; R. Barbrook et A. Cameron, « The californian ideology », *Science as Culture*, vol. 26, nº 1, 1996, p. 44-72 ; J. Dean, *Publicity's Secret : How Technoculture Capitalizes on Democracy*, Ithaca, Cornell University Press, 2002 ; T. Frank, *One Market Under God : Extreme Capitalism, Market Populism and the End of Economic Democracy*, Londres, Secker & Warburg, 2001.

53. F. von Hayek, *La route de la servitude* (1945), Paris, PUF, 2005.

54. La (techno) culture populaire s'appuie également sur l'imaginaire de la figure totalitaire de Big Brother. En 1984, dans le cadre du lancement du Macintosh,

les technologies de l'information ont démoli le temps et la distance. Mais au lieu d'augmenter le pouvoir du gouvernement, et donc de valider l'image orwellienne d'un Big Brother qui surveille chacun de nos mouvements, cette proposition a été renversée et nous nous retrouvons tous à surveiller Big Brother[55]. »

Selon cette perspective communicationnelle, l'ordre ne dépend plus d'unités fixes dont les intérêts sont définis a priori par des identités existantes. Il résulte plutôt d'un processus complexe et contingent qui implique une transformation continuelle des sujets qui se connectent et se déconnectent constamment des réseaux sociaux et de pouvoir[56]. En s'appuyant sur les principes cybernétiques, les promoteurs de la nouvelle gouvernance économique globale tentent d'implanter des mécanismes de pilotage, de contrôle et de rétroaction (par exemple, les outils d'évaluation produits par les firmes de cotation boursière Standard and Poor's et Moody's). Ces mécanismes privés de régulation assureraient l'ordre et maintiendraient l'autorité de manière plus flexible que les mécanismes issus du modèle keynésien, jugés trop rigides[57]. Ils participent également de manière performative à la constitution des acteurs du marché en produisant des outils d'évaluation sophistiqués qui sont ensuite utilisés par les institutions financières pour créer leurs propres produits financiers[58]. Cette restructuration communicationnelle des relations sociales vise la reconnaissance de la volonté d'émancipation des sujets individuels et collectifs, tout en l'instrumentalisant pour atteindre les objectifs prédéterminés du régime d'accumulation financiarisé.

Apple diffuse une publicité qui pastiche le roman dystopique de l'écrivain anglais George Orwell. Elle met en scène une athlète vêtue aux couleurs de la délégation américaine lors des jeux olympiques de 1984 à Los Angeles qui lance son marteau sur Big Brother. La destruction de Big Brother — celui qui contrôle l'information aux yeux des néolibéraux, ou produit des « bruits » en termes cybernétiques — illustre le nouvel imaginaire économique matérialisé dans l'idéologie de la communication au fondement du capitalisme financiarisé et de sa logique cybernétique. La mort de Big Brother symbolise également l'abstraction des relations de domination qui étaient personnalisées par l'État à l'époque fordiste.

55. W. B. Wriston, « Bits, bytes, and diplomacy », *Foreign Affairs*, vol. 76, nº 5, 1997, p. 172-182.

56. *Ibid.*

57. Par exemple, les organisations internationales produisent des normes et des critères qui visent à accroître la transparence des marchés et à améliorer la crédibilité des gouvernements nationaux. Selon le FMI, l'augmentation de la crédibilité des politiques gouvernementales est une mesure qui pallie les dysfonctionnements informationnels des marchés et qui leur permet de « voter » en faveur des gouvernements les plus crédibles en y investissant des capitaux. À ce sujet, voir I. Grabel, « The political economy of "policy credibility": the new-classical macro-economics and the remaking of emerging economics », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 24, nº 1, 2000, p. 1-19.

58. T. J. Sinclair, « The infrastructure of global governance : quasi regulatory mechanism and the new global finance », *Global Governance*, nº 7, 2001, p. 441-451.

Le système autoreproducteur demeure donc ancré dans des pratiques sociales concrètes, notamment celles des investisseurs institutionnels (fonds mutuels, fonds de pension[59], sociétés d'assurance) qui imposent les normes de la valeur actionnariale à l'économie productive. Dans ce contexte de démocratisation de la finance, émerge une nouvelle culture financière qui se nourrit des discours et des pratiques constitutives du régime d'accumulation financiarisé. Ce régime d'accumulation consiste également en un régime de mobilisation qui assure la légitimation de l'ordre social[60]. Les notions de «socialisme des fonds de pension[61]» et de «capitalisme des travailleurs[62]» présentent les intérêts du capital financier comme s'ils étaient les mêmes que ceux des travailleurs. Ces discours et pratiques lient à la fois symboliquement et matériellement les intérêts du capital financier à ceux d'une certaine fraction des travailleurs. La consommation de masse liait les intérêts des travailleurs à ceux du capital industriel dans le fordisme. Sous le régime de mobilisation de la «société globale de l'information», les intérêts de la finance et ceux des travailleurs qui investissent dans leurs fonds de pension sont présentés comme équivalents. Le Cato Institute présente d'ailleurs le phénomène comme une convergence entre Wall Street et la rue principale[63].

Ces pratiques s'ancrent également dans des espaces géographiques spécifiques, comme les places boursières et les zones *offshores*[64], qui contribuent à la reproduction matérielle et symbolique du capitalisme financiarisé. Ces pratiques transforment à leur tour l'imaginaire lié à l'argent et au travail dans le capitalisme, comme l'illustre une publicité des caisses Desjardins: «Avec *valeurs mondiales*, mon argent travaille pour moi de New York à Tokyo.» La croyance selon laquelle l'argent «travaille» sous-tend toutefois que les lieux virtuels de l'économie mondiale sont liés à des espaces concrets et habités. L'expression «mon argent travaille pour moi» est également révélatrice du nouvel imaginaire économique qui structure de nouvelles formes de subjectivité. En vertu de cet imaginaire, associé au double

59. Sur le rôle des fonds de pension dans la reproduction du capitalisme financiarisé, voir F. Lordon, *Fonds de pension, piège à cons? Mirage de la démocratie actionnariale*, Paris, Raisons d'agir, 2000; A. Harmes, «Mass investment culture», *New Left Review*, nº 9, mai-juin 2001, p. 103-124.

60. T. Coutrot, *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste? Enquête sur les modes d'organisation du travail*, Paris, La Découverte, 1998, p. 171-172.

61. P. Drucker, *The Unseen Revolution: How Pension Fund Socialism Came to America*, New York, Harper & Row, 1979.

62. Le *think tank* néolibéral Cato Institute développe la notion de *worker capitalism* pour décrire la diffusion massive des fonds de pension dans l'économie américaine. Voir R. Nadler, «The rise of worker capitalism», *Policy Analysis*, nº 359, «Cato Institute», 1999.

63. Selon le Cato Institute, les fonds de pension lient les intérêts de la finance à ceux des travailleurs et entraînent chez ces derniers une propension à l'individualisme et au gouvernement limité.

64. S. Sassen, *Cities in a World Economy*, Londres, Pine Forge Press, 1994; R. Palan, *op. cit.*

fétichisme de la technologie et de l'argent, c'est l'argent qui devient la véritable force de travail, et le travail s'en retrouve dévalué; il devient «sans qualités[65]». Comme dans le modèle cybernétique, le sujet est présenté comme un entrepreneur de lui-même qui s'autorégule en fonction des informations transmises par son environnement. Ce sujet autorégulé est l'équivalent fonctionnel du *cybernanthrope* d'Henri Lefebvre: «Le cybernanthrope n'investit qu'à coup sûr. Selon ses supputations. Les énergies limitées dont il dispose, il en calcule l'application [...]. Pas de gaspillage. Il se gère avec une rationalité technicienne qui découle d'une double origine: la science physique, la science de l'entreprise. *C'est une parodie d'auto-gestion*[66].»

Le sujet compris comme citoyen en vertu de sa capacité à débattre de manière réflexive des orientations normatives de la société se transforme en investisseur, en un entrepreneur de lui-même, dont la principale fonction consiste à gérer ses capitaux (économiques, culturels, intellectuels, réputationnels et humains), à la manière d'une entreprise. Travailler se réduit à «occuper une place», dont les fonctions principales consistent à gérer des informations financières, comptables, médiatiques, ou encore des ressources humaines, naturelles, matérielles, etc. En somme, le sujet du capitalisme globalisé et financiarisé est un manager au service de la reproduction de la valeur. Dans ce régime de «démocratie actionnariale», la bourse constitue l'un des principaux lieux de socialisation. Cette démocratisation de l'univers financier correspond toutefois à une forme de domination dépersonnalisée semblable à la cage de fer wébérienne, transformée en cage virtuelle dans laquelle les individus sont dominés par le temps; un temps futurisé qui vise en fin de compte à pouvoir «s'épargner[67]».

Dans le contexte actuel de la crise économique, l'approche culturelle de l'économie politique internationale doit tenir compte du caractère antagonique, proprement politique et normatif des systèmes de valeurs aux fondements de l'économie. Elle doit également analyser comment la valorisation de la fragmentation, de la résistance, des identités multiples et de la différence par les approches postmodernistes et les *cultural studies* contribue à la reproduction matérielle et symbolique du capitalisme cybernétique et de son *ethos* communicationnel. L'approche culturelle de l'économie politique doit viser une compréhension synthétique des phénomènes sociaux et économiques, en tant qu'éléments constitutifs d'une

65. R. Sennet, *Le travail sans qualités: les conséquences humaines de la flexibilité*, Paris, Albin Michel, 2000.

66. H. Lefebvre, *Position: contre les technocrates*, Paris, Gonthier, 1967, p. 217.

67. Une publicité de la Banque Nationale illustre de manière fort évocatrice la domination du temps futur et la réification des sujets dans le régime d'accumulation financiarisé. La publicité présente deux slogans: «Mon argent travaille» et «Épargnez-vous». Le cybernanthrope s'incarne ainsi dans la figure de l'investisseur, qui est une forme réifiée de l'individualité. En se gérant comme le fait une entreprise, le sujet se transforme lui-même en objet, en chose qui peut s'épargner. Le sujet autogéré incarne et reproduit l'abstraction, la «virtualité» imaginée par les penseurs néolibéraux.

totalité signifiante. Elle doit dépasser l'antiuniversalisme, l'antifondationnalisme et l'antiessentialisme propres aux épistémologies néolibérale et poststructuraliste/postmoderne. En niant que l'ensemble des médiations sociales fait partie d'un processus totalisant constitutif du réel, ces perspectives dépolitisent les relations sociales. Certes, les tenants d'une approche poststructuraliste de l'économie culturelle ont en partie raison de dénoncer la vision déterministe de certaines analyses d'économie politique critique. Ils négligent toutefois d'analyser comment les micro-pratiques qu'ils examinent s'inscrivent dans une macro-structure de domination dépersonnalisée — formée par la valeur — qui contraint la liberté des sujets.

En somme, l'approche culturelle de l'économie politique internationale doit, d'une part, souligner les dimensions contingentes, politiques et normatives qui structurent les rapports économiques et sociaux et, d'autre part, reconnaître que ces rapports sociaux sont constitutifs des institutions sociales historiques qui structurent objectivement les pratiques des sujets. Si elle n'admet pas la dimension proprement matérielle des pratiques symboliques, l'approche culturelle d'économie politique risque elle aussi de réifier l'économie. En reconnaissant que l'économie est une création culturelle qui s'érige en tant qu'instance souveraine de la société, nous pouvons alors interroger le caractère «pseudo-rationnel» de la rationalité économique, à la manière de Castoriadis, qui questionne ses fondements et ses finalités: «Tout est effectivement subordonné à l'efficacité — mais l'efficacité pour qui, en vue de quoi, pour quoi faire? La croissance économique se réalise; mais elle est croissance de quoi, pour qui, à quel coût, pour arriver à quoi[68]?»

68. C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, *op. cit.*, p. 214.